

## Actualité

Arsenal. Les salariés de DCNS Toulon ont manifesté hier.

## Quand la fibre tue encore

■ Ce n'est pas tous les jours que la CGT de DCNS Toulon\* invitent les journalistes à une conférence de presse devant l'Union patronale du Var (UPV). Évidemment il y avait une raison. Immédiatement dévoilée par Dominique Bousseau : « Nous avons décidé d'interpeller l'opinion publique au travers de la conférence de presse d'aujourd'hui [hier midi, ndlr] devant l'UPV qui est en charge depuis [lundi] de déborder des formations aux salariés de DCNS. »

Là, un passant qui passerait se demanderait peut-être pourquoi un représentant salarié se plaint de se voir offrir une formation. Qui à cela ne tiennent, le cégétiste enchaîne : « De quelle formation parlons-nous aujourd'hui en direction du personnel de DCNS Toulon ? Depuis 2003, l'entreprise DCNS est censée "ne plus exposer ses salariés à l'amiante", c'est en tout cas ce que (disait) son PDG de l'époque Jean-Marie Poinboeuf (...) déclarant même ouvertement devant ses salariés qu'il n'y avait plus d'amiante à DCNS ! »

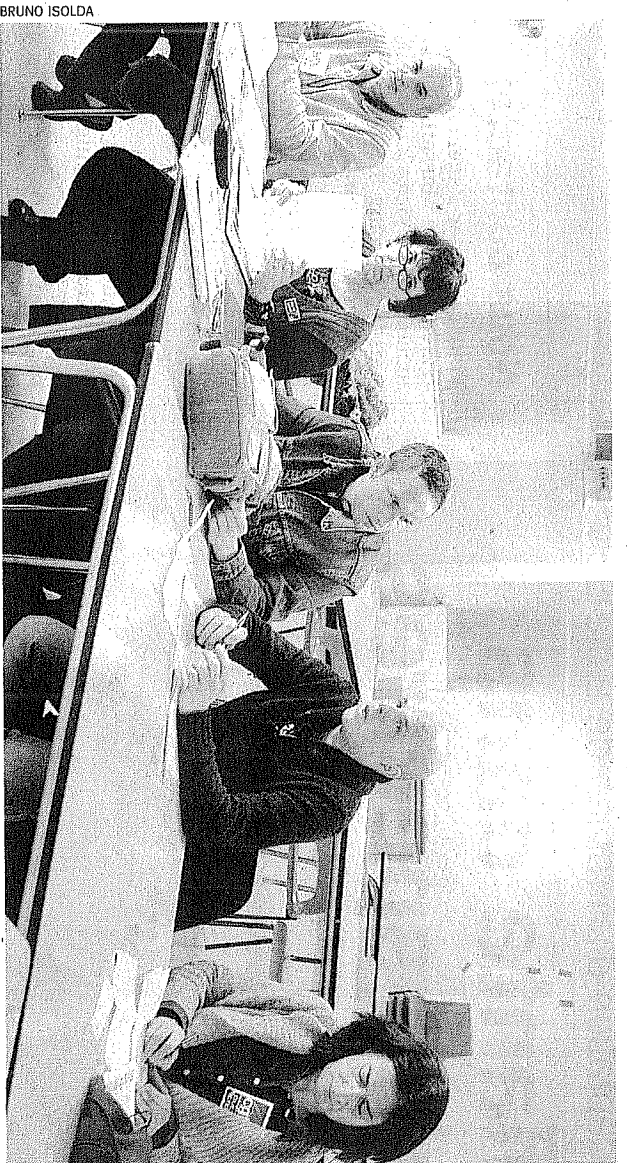
Ben voyons. La formation proposée est destinée à bosser en domaine pollué par l'amiante - ce qui entre nous serait un poil superflatoire dans l'offre formative de la boîte si vraiment il n'y a pas d'amiante dans l'environnement de l'arsenal.

Or, évidemment, il y a de l'amiante à DCNS Toulon. C'est une évidence. D'abord parce qu' on ne connaît pas de bateaux (hormis certains tout neufs, mais qui eux sont pollués par la fibre céramique, aussi dangereuse que la vieille "fibre teuse" et réclament les mêmes précautions et formations que sa voisine devancière) sans amiante. Qu'ils fussent civils ou militaires. Ensuite parce que ces derniers temps, de multiples incidents à Toulon (arrêts de travail sur le Jean Bart, problèmes identiques sur les Héragès type Lafayette...) ont soulevé non seulement le problème de la présence des fibres dangereuses, mais encore celui de ces questions à plusieurs millions d'euros : qui peut travailler en milieu pollué ? Quelle(s) formation(s) cela suppose ? Doit-on faire appel à des entreprises spécialisées ou créer, en interne, une filière professionnelle consacrée à des manipulations pas tout à fait comme les autres ? Résumons les discours : la CGT ne refuse pas une formation permettant de bosser en milieu difficile. Mais à condition que cela n'échappe pas au contrôle sanitaire et social

(pour l'instant, la direction propose grassement 40 centimes de prime pour les heures travaillées en zone amiantée...) de l'entreprise. En clair, les salariés sont ok pour la création d'une filière spéciale, qui serait source de création d'emplois. Donc une solution interne et non de sous-traitance. Cela permettrait d'aller dans le sens d'un élargissement des activités de l'arsenal vers le métier de la construction des navires en fin de vie. Une vraie solution de croissance économique locale et de pérennisation de l'avenir industriel de Toulon et de son agglomération. Nous l'avons écrit cent fois quand les salariés de la CGT l'ont répété à mille reprises : si une volonté politique, comme ça un beau jour, pointait le bout de son nez, on pourrait envisager à partir de là, et visant encore plus loin, toute une démarche de solutions pour un futur maritime sinon radieux du moins ambieux et même joyeux.

# « L'école du tri social »

Rentrée scolaire 2012. 57 postes d'enseignants menacés dans le Var : appel unitaire à la grève ce lundi 13 février.



Le mouvement de protestation est unitaire : de gauche à droite, Rémi Lebrun (SGEN-CFDT), Roseline Baret (SE-Unsa), Emmanuel Trigo (Snuipp-FSU) et Valérie Hible (CGT Educ'action).

BRUNO ISOLDA

■ L'annonce du budget 2012 pour l'Éducation nationale fait une fois de plus bondir enseignants et parents. Dans le 1er degré en l'occurrence, le choc est rude et le Var n'est pas épargné : 57 fermetures de postes sont programmées pour la rentrée prochaine (sans compter la disparition des intervenants extérieurs et assistants étrangers qui enseignent les langues). Cela alors que seulement une centaine d'enfants en moins seront scolarisés dans le département. Et que les syndicats n'ont de cesse de réclamer, à l'inverse, des créations de postes. Les enseignants considèrent en effet « inadmissible » d'avoir des classes de 30 élèves. Et comme le gouvernement ne peut justifier sa décision par la baisse des effectifs, les 57 postes seront supprimés en ciblant les instituteurs qui ne sont pas nommés à plein temps dans une classe, mais qui exercent néanmoins « des missions essentielles ».

À commencer par le remplacement de leurs collègues en congé maladie ou maternité, sachant que déjà, dans le département, entre 120 et 130 classes ne sont pas pourvues en cas d'absence. ■ *ceux qui sont le plus en difficulté, poursuit-il.* Pour Valérie Hible (CGT), il s'agit donc d'« un choix pédagogique-méthodique et socialement très dangereux ». Confrontés à une telle situation, Snuipp-FSU, CGT Educ'action, SE-Unsa et SGEN-CFDT, ont considéré « le recours à la grève nécessaire », explique Emmanuel Trigo. C'est ce lundi 13 février\* qui a été arrêté pour un premier mouvement unitaire, veille du comité technique départemental. Durant cette réunion l'inspecteur d'Académie déclamera ses propositions, « un premier round » avant un second rendez-vous qui aura lieu le 22 février en préfecture : le conseil départemental, auquel participeront des représentants des parents et les maires concernés. C'est à l'issue de cette réunion, que le préfet validera, ou non, les fermetures préconisées. C'est pourquoi le secrétaire départemental du Snuipp-FSU considère que pour l'instant « rien n'est encore écrit, rien n'est inéluctable ». Et il « appelle tout le monde

## Repères

■ **Les RASED visés**  
Les syndicats dénoncent surtout les « coups sombres » dans l'effectif des intervenants RASED (réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté), formés pour répondre aux troubles de l'apprentissage, mission indispensable que

■ **Au niveau national : 5 700 suppressions de postes en écoles maternelles et élémentaires** sont programmées en France. 8 700 instituteurs partent en retraite, ce qui signifie que le gouvernement va au-delà de ce qu'il promettait, puisque 2 sur 3 ne seront pas remplacés, fait remarquer le secrétaire départemental Snuipp-FSU Emmanuel Trigo.

Les « enseignants généralistes » ne peuvent évidemment pas assurer en classe. La suppression de ces postes moins visibles n'est du reste selon Emmanuel Trigo (SNUipp) qu'« une stratégie politique pour limiter la contestation ». Mais « les élèves qui vont en souffrir sont

■ **Et seulement 3 000 élèves supplémentaires** feront leur rentrée en septembre 2012, « ce sont les chiffres ministériels, pas ceux des syndicats ».

Dans le Var, il est prévu que les sur

les 57 suppressions de postes programmées, 46 concernent les RASED. Parmi lesquels 35 maitres d'adaptation (psychologues scolaires, ré-éducateurs et maitres d'adaptation font partie du Réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté). 89 000 enfants sont scolarisés dans les 550 écoles du département, qui accueilleront 106 élèves de plus l'année prochaine. Il y a actuellement 5 000 professeurs des écoles et 195 RASED, un nombre déjà jugé très insuffisant par les syndicats.

LA



BRUNO ISOLDA

Les salariés n'étaient pas costumés, hier place de la Liberté à Toulon. Mais équipés et pas pour rire.

■ **CLAUDE GAUTHIER**

▲ \* Hier, la CGT était principalement représentée par ses délégués Philippe Di Muzio et Dominique Bousseau.

\*\* Vendredi, une délégation de la CGT avait déjà, intra muros, envahi le bureau d'un directeur pour protester contre les propositions de DCNS Toulon.